

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

JPL/DF

MINISTÈRE
DE LA FONCTION PUBLIQUE
ET DES RÉFORMES ADMINISTRATIVES

DIRECTION GÉNÉRALE
DE L'ADMINISTRATION
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

PARIS, LE

2706

32. RUE DE BABYLONE, 75700 PARIS
TÉL : 42 75 80 00
TÉLÉCOPIEUR : 42 75 88 62

RÉFÉRENCE À RAPPELER :

FP/4 n° - 08278

Oicier BARGAS

DOSSIER SUIVI PAR :

M. JP. LOUVET

Le ministre d'Etat,
ministre de la fonction publique
et des réformes administratives

à

Monsieur le ministre de l'intérieur
Direction générale de l'administration
Direction des personnels,
de la formation et de l'action sociale

OBJET conditions d'octroi du congé de maladie pour cure thermale.

REF. votre lettre MB/MRL/PER/AC/n° 11021 du 17 octobre 1989.

Par lettre du 17 octobre 1989, vous m'avez demandé de vous préciser comment se répartissent les compétences consultatives entre le médecin agréé attaché à l'administration, le comité médical et la commission de réforme en vue de l'octroi d'un congé de maladie pour cure thermale.

Le congé ordinaire de maladie demandé par un fonctionnaire pour suivre une cure thermale relève de l'avis du médecin agréé. Le congé de longue maladie ou de longue durée sollicité pour le même objet entre dans le domaine de compétence du comité médical tandis que la commission de réforme donne un avis s'il s'agit d'un congé pour accident de service ou maladie imputable au service.

Les conclusions négatives du médecin agréé peuvent être contestées devant le comité médical ; l'avis défavorable du comité médical peut être soumis à l'examen du comité médical supérieur ; l'avis de la commission de réforme ne peut être examiné par aucune autre instance.

...I...

Ces précisions sont la stricte transposition au cas particulier des cures thermales des compétences respectives de chacune des instances médicales consultatives ci dessus mentionnées, telles qu'elles sont définies par le décret n° 86-442 du 14 mars 1986 et la deuxième partie de la circulaire interministérielle FP/4 nD 1711, 34 CMS, 2B nD 9 du 30 janvier 1989.